LES MÉDIAS ET LES ORGANISMES PORTE-PAROLE DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES : RAPPORTS, SYNERGIES ET TENSIONS

RÉSUMÉ

Les organismes porte-parole des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire au Canada et les médias jouent un rôle important pour la promotion des intérêts de ces communautés et pour le développement de la capacité de vivre en français en situation minoritaire. Cet article analyse l'expérience des communautés francophones et acadiennes et des organismes qui les représentent face aux médias locaux, régionaux et nationaux, et identifie certaines problématiques dans les rapports entre les organismes porte-parole et les médias locaux et régionaux et certaines lacunes dans le rôle et le mandat des médias nationaux, c'est-à-dire l'absence de la promotion des enjeux des francophones en milieu minoritaire.

ANNIE BÉDARD est membre du bureau de direction de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada.

Présentation de la Fédération des communautés francophones
et acadiennes (FCFA) du Canada lors de la conférence
«*Le médium et le message : Les minorités de langues officielles et la vitalité de la communauté et les médias et la diversité ethnique au Canada*»
Association d'études canadiennes
Le 16-17 mars 2006, Montréal

La Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada est le chef de file du réseau de concertation des communautés francophones vivant en situation minoritaire. Porte-parole national et international de ces communautés, elle regroupe les douze associations francophones provinciales et territoriales, ainsi que huit organismes nationaux représentant divers secteurs d'activités et clientèles, comme la santé, la petite enfance, les médias communautaires, les femmes et la jeunesse.

Ces organismes assument tous un leadership important au niveau de la promotion de la dualité linguistique au Canada, en ce qu'ils travaillent à bâtir la capacité de vivre en français d'un bout à l'autre de notre pays. Les médias jouent un rôle de premier plan à ce niveau.

Généralement, les organismes porte-parole des communautés s'intéressent au rôle des médias sous deux angles. D'abord, nos organismes cherchent à assurer que les médias locaux et régionaux participent activement à dynamiser l'espace francophone en milieu minoritaire et fournissent aux communautés un lien d'information vital dans leur langue.

Deuxièmement, les organismes porte-parole des communautés comptent sur les médias, autant locaux et régionaux que nationaux, pour véhiculer les enjeux et les préoccupations des francophones vivant en situation minoritaire.

Notre analyse est basée sur l'expérience des communautés francophones et acadiennes et des organismes qui les représentent face à trois groupes de médias bien précis, soit les médias locaux et communautaires, les médias régionaux et les médias nationaux.

Débutons par le premier groupe, celui des médias locaux et communautaires. Nous entendons par là les médias de langue française en milieu minoritaire, souvent

mis en place par la communauté elle-même, et qui ont un mandat très spécifique, soit l'épanouissement de la communauté qui les a mis sur pied et à qui ils appartiennent. On compte dans ce groupe 20 radios communautaires et 24 journaux hebdomadaires.

Ce qui distingue ce premier groupe, c'est avant tout la mission de ces médias. Au-delà du mandat d'information, ces médias ont deux autres mandats d'importance. D'abord, ils contribuent au renforcement identitaire des communautés francophones, que ce soit par la diffusion de produits culturels locaux de langue française, ou de contenus et d'informations qui donnent aux communautés plus qu'un reflet d'elles-mêmes, mais une voix. Au-delà du caractère purement médiatique des radios et des journaux communautaires, il existe aussi un mandat d'agent de développement de la communauté, tant au niveau culturel, économique, linguistique que communautaire. On n'a qu'à penser, par exemple, au soutien qu'apportent les radios communautaires aux campagnes d'alphabétisation, ou à la promotion du tourisme francophone local qui est faite par plusieurs journaux hebdomadaires. Par ailleurs, en plus d'offrir une formation pratique à de nombreux bénévoles, les médias communautaires mènent plusieurs activités para-médiatiques, telles que des levées de fonds pour divers groupes locaux, qui ont pour objectif de favoriser le développement durable de la communauté.

C'est donc dire qu'au premier niveau de connexion, celui de la contribution des médias à la construction de l'espace francophone, il existe entre les médias locaux-communautaires et les communautés un rapport très positif que nous pourrions qualifier de quasi-organique.

Les médias régionaux jouent également un rôle essentiel dans la construction de la capacité de nos communautés de vivre en français.

Par médias régionaux, nous entendons les stations régionales radio et télé de Radio-Canada. Nous incluons également dans ce groupe la télévision éducative de langue française de l'Ontario français, TFO, ainsi que les quotidiens *LeDroit* d'Ottawa-Gatineau et *L'Acadie Nouvelle*, au Nouveau-Brunswick.

À prime abord, ce qui distingue ce groupe de médias de celui dont nous venons de parler, c'est la prédominance de son mandat d'information régionale ou provinciale.

Si l'on regarde, par exemple, le mandat de Radio-Canada, on voit que la programmation de la société d'État doit « rendre compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu'au niveau régional, tout en répondant aux besoins particuliers des régions ». À cet égard, les stations régionales de Radio-Canada jouent assez bien leur rôle. Le conflit de travail qui a paralysé la société d'État à l'extérieur du Québec, l'automne dernier, a assez bien montré l'importance vitale du lien d'information que fournissent ces stations régionales. Pendant huit semaines, les communautés francophones qui n'avaient pas accès à d'autres médias locaux de langue française – et ils sont tout de même nombreux – se sont tout simplement privées d'information locale dans leur langue.

Cela nous amène au second niveau de connexion, soit le rôle des médias comme véhicules des enjeux et des préoccupations des communautés francophones et acadiennes, ainsi que des activités des organismes porte-parole de ces communautés.

Première constatation, les médias locaux et communautaires, ainsi que les médias régionaux, constituent la vaste majorité de l'environnement médiatique avec lequel les organismes porte-parole des communautés entretiennent des rapports au niveau de l'information journalistique. Ce sont avant tout les radios et journaux communautaires, TFO, les stations régionales de Radio-Canada, *LeDroit* et *L'Acadie Nouvelle* qui couvrent les activités et les prises de position des organismes qui défendent les intérêts de la francophonie en milieu minoritaire.

À cet égard, voici quelques statistiques : entre le 30 novembre et le 7 février, soit la période allant du lancement de la campagne électorale à la nomination du cabinet de Stephen Harper, la FCFA a accordé un total de 63 entrevues aux médias. 56 de ces entrevues ont été effectuées avec des médias locaux ou régionaux, et seulement 7 avec des médias nationaux.

C'est dire que les médias locaux et régionaux sont réellement les courroies de transmission pour les enjeux et les préoccupations des communautés francophones et acadiennes.

Cela nous amène à des considérations sur les points de tension et des problématiques qui existent dans les rapports entre les organismes porte-parole et les médias locaux et régionaux.

En ce qui a trait au premier niveau de connexion, soit le rôle des médias dans la construction de l'espace vital de la francophonie en milieu minoritaire, la problématique principale demeure liée aux capacités des médias locaux et communautaires. Ces médias disposent souvent de moyens et ressources très limités. Il existe un urgent besoin de renforcement des capacités des radios et des hebdos communautaires, et ce besoin touche non

seulement la mise à niveau des ressources financières, mais également la professionnalisation des journalistes, animateurs et animatrices, et réalisateurs et réalisatrices.

Au second niveau de connexion, celui de la couverture journalistique, les organismes porte-parole ont dénoté une compréhension inégale du contexte des communautés francophones et acadiennes selon les médias. Certains journalistes saisissent plus ou moins bien l'environnement socio-politique, les enjeux et les préoccupations des communautés, et cela résulte parfois en des reportages qui comportent des erreurs factuelles importantes ou qui créent une nouvelle là où il n'en existe pas.

Il faut comprendre qu'on trouve souvent, dans les médias locaux et régionaux, un bon nombre de journalistes en début de carrière, qui viennent y acquérir de l'expérience dans l'optique de poursuivre ensuite leur carrière dans les grands centres. En conséquence, à certains endroits, le taux de roulement du personnel des médias locaux et régionaux est assez élevé. Dans ce contexte, il devient d'autant plus important de miser sur la formation, autant en milieu scolaire qu'en milieu professionnel.

Il est essentiel que le milieu académique accorde davantage d'importance au journalisme communautaire en développant des programmes qui permettent aux diplômés de bien comprendre en quoi la couverture d'un milieu communautaire diffère de la couverture d'un grand centre, des programmes qui leur donnent les outils nécessaires pour travailler autant à titre d'agents de développement qu'à titre de journalistes.

Pour ce qui est de la formation en milieu professionnel, les médias régionaux autant que les médias locaux doivent assurer que les journalistes qui couvrent les activités et les prises de position des organismes porte-parole aient une bonne compréhension de l'environnement qu'ils ou elles sont appelés à couvrir, saisissent bien les enjeux des communautés francophones et acadiennes, et prennent le temps d'acquérir une bonne connaissance des dossiers.

Passons maintenant au troisième groupe, celui des médias nationaux. Nous incluons dans ce groupe l'antenne nationale de Radio-Canada à Montréal, radio et télévision, la chaîne CPAC, le réseau TVA, ainsi que quelques grands quotidiens de renommée « nationale » tels *La Presse, Le Devoir*, le *Toronto Star* et le *Globe and Mail*.

Nos observations à ce chapitre ont surtout trait au contenu et à la couverture journalistique de l'actualité des communautés francophones et acadiennes. Commençons par les points positifs. Le Réseau de l'information, RDI, a fait des efforts importants pour refléter la réalité des francophones en milieu minoritaire dans ses émissions *L'Ouest en direct, L'Ontario en direct* et *L'Atlantique en direct*. Le réseau TVA diffuse quant à lui une émission hebdomadaire de 30 minutes intitulée *Via TVA*, qui vise à présenter aux téléspectateurs la réalité, la diversité et la vitalité de la francophonie canadienne hors Québec. Par ailleurs, quelques quotidiens, par choix éditorial, couvrent assez régulièrement les enjeux reliés à la francophonie en milieu minoritaire et à la dualité linguistique. Je pense, par exemple, au *Soleil* de Québec ou au *Toronto Star*.

Il existe donc quelques acquis au niveau du contenu et de la couverture média, mais ces acquis demeurent des exceptions. Dans l'ensemble, la FCFA, ses membres et les autres organismes qui défendent les intérêts de la francophonie en milieu minoritaire ont tous de la difficulté à intéresser les médias nationaux aux enjeux des communautés francophones et acadiennes, et c'est une problématique majeure.

Dans le cas de médias privés québécois comme *La Presse*, *Le Devoir*, ou le réseau TVA, cette occultation des sujets francophones hors Québec est sans doute due en partie à des choix éditoriaux guidés par l'impératif de vendre des copies, et à la préférence du public québécois pour des sujets québécois. Cependant, il faut définitivement déplorer que ces médias, dont la distribution dépasse largement les frontières du Québec, ne voient pas la nécessité de mieux couvrir le public des parlants français à l'extérieur du Québec.

Nos communautés sont plus critiques envers l'antenne nationale de Radio-Canada, dont le mandat n'est pas québécois, mais bien canadien.

Je vous ramène pour un instant au mandat de Radio-Canada tel qu'énoncé dans la *Loi sur la radiodiffusion*, et je cite, « refléter la globalité canadienne et rendre compte de la diversité régionale du pays, *tant au plan national* qu'au niveau régional ».

Pourtant, la dernière campagne électorale fédérale a montré clairement une grande faiblesse du diffuseur public à ce niveau. Les débats des chefs en français, notamment, ont été presque totalement orientés par le public québécois et les préoccupations québécoises.

Les enjeux que défendaient la FCFA et les organismes porte-parole des communautés durant la campagne électorale ont par ailleurs été entièrement absents du *Téléjournal* ou du *Radiojournal* de Radio-Canada. Il n'a nullement

été question, par exemple, du fait que la FCFA a obtenu la signature, par les chefs des trois principaux partis fédéraux, d'un engagement solennel à promouvoir la dualité linguistique et à appuyer le développement des communautés francophones et acadiennes. La nouvelle en question a beau avoir été reprise par une quinzaine de médias locaux et régionaux, ce soir-là, au *Téléjournal*, c'est la mort tragique d'un pompier de Montréal qui faisait la manchette.

Cet exemple dénote à notre point de vue une divergence importante entre le mandat de Radio-Canada et le contenu que l'on trouve dans les faits à l'écran ou sur les ondes. Clairement, le choix des sujets couverts aux grands bulletins nationaux semble être guidé davantage par la cote d'écoute que par l'énoncé de mandat que j'ai cité plus haut. Il faut questionner cette situation, en particulier dans un contexte de renouvellement prochain de la licence de la société d'État.

Quels sont les impacts de l'absence des enjeux des francophones en milieu minoritaire dans les médias nationaux ?

Tout d'abord, cela représente une coupure importante au niveau des contacts entre la francophonie au Québec et la francophonie en milieu minoritaire, qui crée une méconnaissance du vrai portrait de la francophonie canadienne dans son ensemble. Grâce aux médias locaux et régionaux, les communautés francophones et acadiennes sont en mesure de dialoguer entre elles. Mais où est le dialogue avec les autres composantes de la société canadienne ?

Cette rupture de dialogue crée une vision erronée où la francophonie est presque inexistante à l'extérieur du Québec. Parfois, cette vision est renforcée, comme c'était le cas il y a quelques jours dans l'actualité québécoise, par un article ou un reportage présentant de nouvelles données sur l'assimilation chez les francophones en milieu minoritaire. Ces données, quand elles sont présentées sans le contexte qu'apporterait une meilleure couverture des enjeux de nos communautés par les médias au Québec, tendraient à laisser croire que la francophonie ailleurs au Canada est tranquillement en train de s'éteindre, alors que la réalité est beaucoup plus complexe. On parle peu, par exemple, du fait que sur 9 millions de parlants français au Canada, 2,4 millions habitent à l'extérieur du Québec. On parle peu du fait qu'on trouve près de 800 organismes qui travaillent au développement des communautés francophones et acadiennes à divers niveaux, de l'éducation à l'économie et passant par la culture et l'immigration.

Bien entendu, un autre impact de cette absence de couverture médiatique des enjeux de nos communautés est l'affaiblissement de la capacité de nos organismes porte-parole à promouvoir efficacement les dossiers de la francophonie en milieu minoritaire, en particulier au niveau des décideurs politiques. On a vu, par exemple, combien l'appui des médias nationaux a joué un rôle-clef dans la lutte pour la sauvegarde de l'Hôpital Montfort d'Ottawa.

Mais dans une perspective plus large, il faut se demander dans quelle mesure une vision biaisée contribue à renforcer le sentiment d'aliénation du Québec à l'intérieur de la fédération canadienne, à affaiblir le discours sur la promotion de la dualité linguistique au Canada et, en bout de ligne, a un impact sur l'unité de notre pays.

L'automne dernier, le président de la FCFA, Jean-Guy Rioux, a signé une lettre ouverte – qui a d'ailleurs été reprise par *Le Soleil*, et nous les remercions – qui se voulait un plaidoyer pour un projet de société qui miserait sur les valeurs fondamentales du Canada, incluant la dualité linguistique, comme facteur d'unité d'un pays de plus en plus diversifié.

Au moment où, comme le dit le ministre Benoît Pelletier, le Québec réintègre la francophonie canadienne, il est peut-être temps que les médias nationaux, autant de langue française que de langue anglaise, participent à ce projet de société en appuyant mieux les efforts des organismes qui font vivre la dualité linguistique au Canada en aménageant la capacité de vivre en français d'un bout à l'autre du pays.

Il faut renforcer le rôle des médias locaux dans la construction de cet espace francophone, notamment en assurant une reconnaissance et un financement adéquat aux réseaux de radios et de journaux communautaires, ainsi qu'une meilleure formation des journalistes qui oeuvrent dans ces médias.

Enfin, il est essentiel de recentrer la programmation de Radio-Canada sur un impératif non pas de cotes d'écoute, mais de reflet des réalités et des valeurs du pays tout entier, en particulier des réalités régionales. Il est aussi essentiel que les journalistes, animateurs et animatrices et réalisateurs et réalisatrices, au national qu'au régional comprennent bien cet impératif. En bout de ligne, la société d'État doit demeurer le garant de la souveraineté culturelle et de l'unité de notre pays.